



En 2016, la croissance de l'économie belge devrait s'établir à 1,2 %

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces prévisions macroéconomiques servent de base au contrôle budgétaire pour l'année 2016 et tiennent compte des mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la confection du budget fédéral et du « tax shift », ainsi que des décisions des autres niveaux de pouvoir.

Une croissance économique légèrement plus soutenue dans la zone euro

En 2015, la croissance de l'économie mondiale a souffert du ralentissement de l'économie chinoise et des effets négatifs de la forte baisse des prix des matières premières sur d'autres économies émergentes comme la Russie et le Brésil. Dans un tel contexte, et même si la croissance des économies avancées s'accélérait pour la troisième année consécutive, la croissance mondiale progresserait à peine en 2016. Le taux de croissance de l'économie américaine devrait se maintenir à 2,4 %, tandis que la croissance de la zone euro s'établirait à 1,7 % (contre 1,5 % en 2015). L'activité économique de la zone euro est soutenue par la baisse du prix de l'énergie et par une politique monétaire accommodante, qui contribue au niveau particulièrement bas des taux d'intérêt et à l'affaiblissement du taux de change de l'euro.

Les principales incertitudes qui entourent ce scénario international ont trait au risque d'atterrissage brutal de l'économie chinoise, aux effets de la normalisation progressive de la politique monétaire américaine pouvant provoquer des sorties supplémentaires de capitaux des économies émergentes et à l'évolution des prix des matières premières, plus particulièrement du pétrole brut.

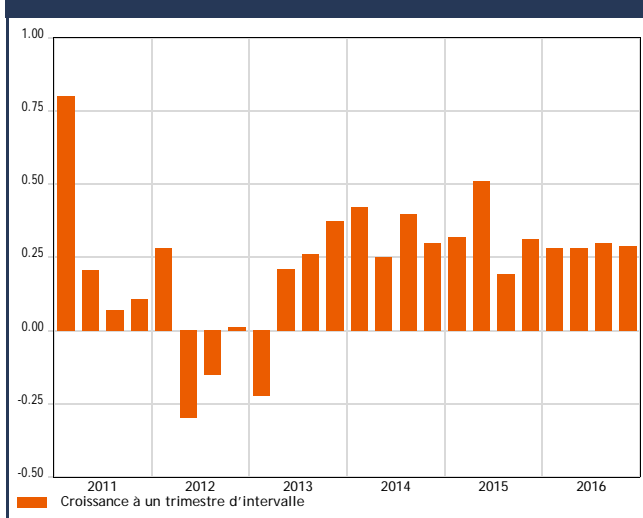
La croissance de l'économie belge reste relativement stable

En 2015, l'économie belge a crû de 1,4 %, soit à un rythme légèrement supérieur à celui de 2014, grâce au dynamisme de la consommation privée. En 2016, sous l'effet d'un ralentissement tant de la consommation privée que de la consommation publique, la croissance du PIB ne devrait plus dépasser 1,2 % malgré la progression attendue des exportations.

Cette année, la croissance des marchés extérieurs pertinents pour la Belgique devrait être à peine supérieure à celle de l'an passé. Néanmoins, l'évolution favorable des coûts intérieurs sous l'impulsion des mesures prises pour limiter le coût du travail et la dépréciation de

l'euro soutiendraient la croissance des exportations, laquelle atteindrait 4,1 %, contre 3,5 % en 2015. En 2016, les exportations nettes devraient donc contribuer positivement à la croissance économique. Cette évolution, conjuguée à la faiblesse du prix du pétrole, ferait augmenter le surplus de la balance extérieure courante.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



En 2016, tout comme en 2015, la croissance du revenu disponible réel des ménages est soutenue par la progression de l'emploi tout en étant freinée par la politique de modération salariale. La faiblesse de l'inflation, sous l'effet principalement du recul des prix de l'énergie, a permis au revenu disponible réel de progresser de 0,9 % en 2015 en dépit du saut d'index. Cette année, le pouvoir d'achat devrait augmenter de 0,8 %. Un certain nombre de mesures ont une incidence positive sur le pouvoir d'achat, laquelle est cependant entamée, entre autres, par la hausse de la TVA sur l'électricité à usage domestique et l'augmentation d'autres prélèvements indirects. Le taux d'épargne des ménages se situe à un niveau historiquement bas mais, compte tenu de l'amélioration attendue sur le marché du travail, il devrait encore baisser légèrement. La progression de la consommation privée en volume serait néanmoins moindre en 2016 (0,9 %) qu'en 2015 (1,3 %).

L'accroissement du pouvoir d'achat des particuliers et la faiblesse des taux hypothécaires contribuent à soutenir une reprise modeste de 0,8 % des investissements en logements après une stabilisation en 2015. Cette année, les investissements des entreprises devraient diminuer de 1 %. Toutefois, ce chiffre est biaisé par l'achat d'un brevet important en 2015 mais, étant importé, il n'a pas eu d'impact sur la croissance économique. Abstraction faite de cette transaction exceptionnelle, les investissements des entreprises augmenteraient de 2,8 % cette année, à la faveur d'un accroissement de la rentabilité et d'une hausse du taux d'utilisation des capacités de production industrielle.

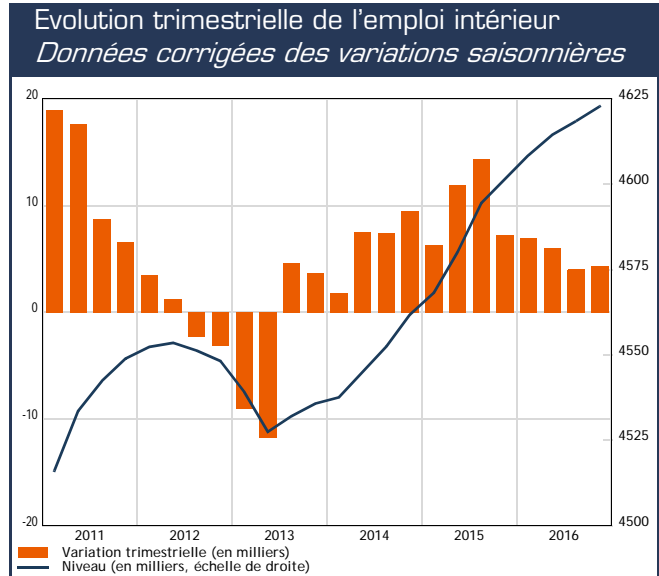
La croissance en volume de la consommation publique ne dépasserait pas 0,1 % cette année. En 2015, les investissements publics ont affiché une forte croissance en volume (7,8 %) qui est largement attribuable aux constructions de bâtiments scolaires. En 2016, les investissements publics totaux connaîtraient une croissance en volume de 2,5 %.

Les créations d'emploi sont soutenues par la baisse des coûts salariaux

D'après les premières estimations, la croissance économique a permis à l'emploi de progresser de 0,8 % l'an dernier (soit un accroissement net de 36 800 emplois). Cette année, l'emploi est influencé favorablement par les nouvelles mesures visant à limiter le coût du travail. En comparaison avec les prévisions de septembre, la révision à la baisse de la croissance en volume de la valeur ajoutée dans le secteur marchand en 2016 (de 1,4 % à 1,1 %) est presque complètement compensée par une augmentation de l'intensité en emploi. Par conséquent, les perspectives d'emploi dans ce segment (salariés et indépendants) se dégraderaient à peine. En revanche, l'emploi public diminuerait, et ce pour la deuxième année consécutive. Au total, l'emploi augmenterait de 0,7 % en 2016, ce qui représente une hausse nette de 30 000 emplois.

Compte tenu de la poursuite de la croissance de la population active, le nombre de chômeurs (y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) fléchirait au total de 34 000 unités sur 2015-2016. Le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat)

passerait de 8,3 % en 2015 à 7,9 % en 2016.



L'inflation atteindrait 1,4 % en 2016

L'inflation belge, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation, s'établirait à 1,4 % cette année (contre 0,6 % en 2015). Au cours de ces deux années, l'inflation totale reste inférieure à l'inflation hors produits énergétiques compte tenu de la baisse du prix du pétrole. L'inflation plus élevée en 2016 est dans une large mesure attribuable aux hausses des droits d'accises sur les boissons alcoolisées et le diesel et aux mesures qui alourdissent la facture d'électricité, comme la hausse de la TVA à 21 % et la suppression, en Flandre, des kWh gratuits pour les ménages.

L'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution du prix de l'essence et du diesel notamment, augmenterait de 1,6 % cette année (contre 1 % en 2015). Le prochain dépassement de l'indice pivot (actuellement à 101,02) par l'indice santé lissé devrait intervenir en juillet 2016.

Pour plus d'informations:

Ludovic Dobbelaere , 02/507.74.22, ldo@plan.be

Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge***Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires***

	2013	2014	2015	2016
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.9	0.4	1.3	0.9
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	-0.1	0.6	0.3	0.1
Formation brute de capital fixe	-1.7	7.0	2.2	-0.2
Dépenses nationales totales	-0.7	1.7	1.6	0.5
Exportations de biens et services	1.6	5.4	3.5	4.1
Importations de biens et services	0.8	5.9	3.9	3.3
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.7	-0.4	-0.3	0.7
Produit intérieur brut	0.0	1.3	1.4	1.2
Indice national des prix à la consommation	1.1	0.3	0.6	1.4
Indice santé	1.2	0.4	1.0	1.6
Revenu disponible réel des particuliers	-0.6	0.5	0.9	0.8
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	12.3	12.6	12.2	12.1
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	-17.7	15.6	36.8	29.9
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8.4	8.5	8.3	7.9
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-0.2	-0.2	0.6	2.1
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	132.8	132.9	111.0	109.3
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	0.2	0.2	0.0	-0.3
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	2.4	1.7	0.8	0.9